



**Arrêté n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 216 du 13 novembre 2023
mettant en demeure la société SAFETY KLEEN de respecter les prescriptions
applicables pour son établissement situé ZAC " La Plaine Basse" sur le territoire de la
commune de GRIGNY (91 350)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-Classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 2 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors-classe, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-PREF-DCPPAT-BCA-201 du 6 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/206 du 12 août 2021 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SAFETY KLEEN pour l'exploitation de ses installations situées ZAC de la Plaine Basse sur la commune de GRIGNY (91 350),

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 juillet 2023, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 27 avril 2023, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 13 septembre 2023 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le mail de l'exploitant en date du 17 octobre 2023 demandant une prolongation de délai pour apporter des éléments de réponses,

VU la réponse de l'inspection actant la prise de l'arrêté de mise en demeure,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 avril 2023, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- l'inspecteur n'a pas pu constater que le site est équipé d'un disconnecteur. De plus aucun document concernant le suivi et l'entretien de ce dispositif n'a été fourni,
- l'entreprise est en zone PPRI (Plan de Prévention des Risques Inondations) et l'exploitant n'a pas présenté les données relatives à l'ancrage des cuves ainsi que la fiche annuelle relative au mode de gestion du site en cas de crues,
- le schéma des réseaux d'eaux n'a pas été mis à jour, la partie alimentation en eau potable (AEP) doit être ajoutée au plan,
- le plan des zones à risques transmis par l'exploitant le 27 avril 2023 est incomplet et ne tient pas compte de tous les risques au sein de l'atelier,
- il a constaté une fuite d'huile hydraulique au niveau d'un chariot élévateur laissé sans surveillance et s'écoulant vers le regard d'eau pluviale,
- les poteaux incendie ne sont pas identifiés et leurs dates de contrôles ne sont pas mentionnées,
- non respect du zonage prévu dans le PPRT (Plan de Prévention Risque Technologique),
- absence d'analyse du risque foudre,
- absence de déclaration GERE (Déclaration annuelle de la gestion des émissions polluantes et des déchets),

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/206 du 12 août 2021 et notamment :

- les articles 4.1.1.1, 4.1.1.2 et 4.2.1.5 (origine des approvisionnements en eau, protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement et isolement avec les milieux)
- l'article 4.1.1.3 (prévention du risque inondation)
- l'article 4.2.1.2 (plan des réseaux)
- l'article 8.2.1 (localisation des risques)
- l'article 8.5.2 (rétention et confinement)
- l'article 8.8.3 (ressources en eau et mousse)
- l'article 8.8.6.4 (dispositions d'exploitation)
- l'article 8.4.6 (protection contre la foudre)
- l'article 5.1.7.2 (déclaration)

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAFETY KLEEN de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société SAFETY KLEEN, dont le siège social est situé ZAC " La Plaine Basse" 91350 GRIGNY, exploitant une installation de mise à disposition de produits de dégraissage, sise ZAC " La Plaine Basse" 91 350 GRIGNY, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/206 du 12 août 2021 :

dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les articles 4.1.1.1, 4.1.1.2 et 4.2.1.5 en confirmant que le site est bien équipé d'un disconnecteur. De plus, les documents relatifs au suivi et à l'entretien de ce dispositif devront être transmis,
- l'article 4.1.1.3 en présentant les données relatives à l'ancrage des cuves et la fiche annuelle relative au mode de gestion du site en cas de crues,
- l'article 4.2.1.2 en présentant le schéma de tous les réseaux d'eau, la partie alimentation en eau potable devant être rajoutée,
- l'article 8.2.1 en mettant à jour l'identification des zones à risques au sein de l'atelier et les consignes à respecter en cas d'incident dans chacune des zones,
- l'article 8.5.2 en contrôlant et gérant de manière plus efficace les déversements sur le site,

- l'article 8.8.3 en présentant un plan d'identification des points d'eau incendie, la date de leurs contrôles et leurs caractéristiques,
- l'article 8.4.6 en communiquant une analyse du risque foudre réalisée par un organisme agréé,
- l'article 5.1.7.2 l'application GEREPE étant fermée, l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées une déclaration papier pour sa gestion des déchets en 2022,

dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 8.8.6.4 en transmettant des propositions techniques pour une mise en conformité du site au plus juste en respect du PPRT.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78 011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société SAFETY KLEEN, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de GRIGNY.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Olivier DELCAYROU

